



Doc. 11887
30 avril 2009

Améliorer l'échange de renseignements fiscaux entre les Etats membres du Conseil de l'Europe

Proposition de recommandation

déposée par M. Pieter OMTZIGT et d'autres membres de l'Assemblée

Cette proposition n'a pas été examinée par l'Assemblée et n'engage que ses signataires

L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe est consciente que les obstacles à l'échange international de renseignements en matière fiscale facilitent l'évasion fiscale.

C'est pourquoi l'Assemblée se félicite de la déclaration du Sommet de Londres du 2 avril 2009 dans laquelle les dirigeants du G20 affirment que «l'ère du secret bancaire est révolue», de leur volonté de «mener une action concertée contre les juridictions qui ne se conforment pas aux normes internationales en matière de transparence fiscale» et de la publication, le même jour, par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) de son rapport sur les progrès accomplis par les juridictions examinées par le Forum mondial de l'OCDE vers la mise en œuvre de la norme fiscale admise au niveau international. Cette norme requiert l'échange de renseignements sur demande dans tous les domaines de la fiscalité en vue de la gestion et de l'application de la législation fiscale nationale, sans condition d'intérêt fiscal national ou possibilité d'invoquer le secret bancaire à des fins fiscales. Elle prévoit par ailleurs des garanties détaillées pour préserver la confidentialité des renseignements échangés.

A cet égard, l'Assemblée note avec préoccupation que, sur la liste publiée par l'OCDE, figurent des pays membres du Conseil de l'Europe qui ne coopèrent pas pleinement à l'échange de renseignements fiscaux et que les garanties imposées laissent la porte ouverte à des niveaux importants d'évasion fiscale.

L'Assemblée rappelle le modèle de convention de double imposition de l'OCDE, dont l'article 26 prévoit l'échange de renseignements en matière fiscale, et lance un appel pour qu'elle soit intégralement appliquée.

L'Assemblée recommande au Comité des Ministres du Conseil de l'Europe, en coopération avec l'OCDE:

- d'examiner dans quelle mesure l'échange de renseignements en matière fiscale est effectivement appliqué entre les 47 Etats membres et de prendre des dispositions juridiques pour l'améliorer en tant que de besoin;
- de faire le point sur les conventions pertinentes du Conseil de l'Europe, notamment la Convention concernant l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale de 1988, et d'inviter instamment les Etats membres qui n'ont pas signé ou ratifié ce texte de le faire sans tarder.

Signé (voir au verso)



Signé¹:

OMTZIGT Pieter, Pays-Bas
ACKETOFT Tina, Suède
ALIGRUDIĆ Miloš, Serbie, PPE/DC
AZPIAZU Pedro, Espagne, ADLE
BEMELMANS-VIDEC Marie-Louise, Pays-Bas, PPE/DC
BÉTEILLE Laurent, France, PPE/DC
BJØRNSTAD Vidar, Norvège
BLOM Luuk, Pays-Bas
CHIDGEY David, Royaume-Uni
CORTAJARENA ITURRIOZ Elvira, Espagne
DZEMBRITZKI Detlef, Allemagne
GROSS Andreas, Suisse, SOC
HADŽIAHMETOVIĆ Azra, Bosnie-Herzégovine, ADLE
HANCOCK Mike, Royaume-Uni, ADLE
HERKEL Andres, Estonie, PPE/DC
HÖFER Gerd, Allemagne
IVANOV Ivan Nikolaev, Bulgarie
JONKER Corien W.A., Pays-Bas, PPE/DC
KASTĒNS Oskars, Lettonie, ADLE
KONEČNÝ Albrecht, Autriche, SOC
KOROBAYNIKOV Anatoliy, Fédération de Russie
KOVÁCS Elvira, Serbie, PPE/DC
KOX Tiny, Pays-Bas, GUE
KUMCUOĞLU Ertuğrul, Turquie, GDE
LINDEN René, van der, Pays-Bas
MELČÁK Miloš, République tchèque
MIGNON Jean-Claude, France, PPE/DC
MOTA AMARAL João Bosco, Portugal, PPE/DC
PEJČINOVIĆ-BURIĆ Marija, Croatie, PPE/DC
PFLUG Johannes, Allemagne
POULSEN Jørgen, Danemark, ADLE
PRESEČNIK Jakob, Slovaquie, PPE/DC
SASI Kimmo, Finlande, PPE/DC
SOBOLEV Serhiy, Ukraine
STROE Ionuț-Marian, Roumanie, ADLE
VAREIKIS Egidijus, Lituanie, PPE/DC
VIS Rudi, Royaume-Uni
VOLONTÈ Luca, Italie, PPE/DC
WILLE Paul, Belgique
WODARG Wolfgang, Allemagne

1. ADLE: Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe
GDE: Groupe démocrate européen
GUE: Groupe pour la gauche unitaire européenne
PPE/DC: Groupe du Parti populaire européen
SOC: Groupe socialiste